



**Bulletin trimestriel sur le marché du travail**  
**3<sup>e</sup> Trimestre 2024, numéro 03. Octobre 2024.**



**Sommaire**

Créations d'emplois du secteur privé	P.2
Créations d'emplois du secteur public	P.5
Pertes d'emplois	P.7
Evolution des créations et des pertes d'emplois	P.8
Dialogue social	P.10
Indice harmonisé des prix à la consommation	P.11
Nouvelles créations d'entreprises	P.13

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) sur la situation trimestrielle du marché du travail et des indicateurs clés de l'économie. Ce numéro porte sur l'analyse des données du **3<sup>e</sup> trimestre 2024**.

**Synthèse**

- ✓ Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'indice harmonisé est passé à 4,7% contre 3% au trimestre précédent. Le taux d'inflation est en légère augmentation par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2024.
- ✓ Les emplois créés par le secteur privé au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 sont en baisse relativement au trimestre précédent allant de 8 683 à 7 209 emplois privés créés soit une baisse de 16,9%.
- ✓ Un recul est constaté également au niveau des emplois créés dans le secteur public entre les deux trimestres qui sont passés de 10 209 à 7 911 postes, soit une baisse de 22,5 %.
- ✓ En termes de pertes d'emplois, il a été enregistré au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 475 pertes d'emplois contre 529 le trimestre précédent.
- ✓ On relève aussi, 689 demandes d'emplois enregistrées ; 284 offres d'emplois et 298 placements effectués.
- ✓ En outre, 672 litiges individuels ont été comptabilisé, dont 168, soit 25%, ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail et 445 transmis au tribunal
- ✓ Par ailleurs, 1 675 entreprises ont été créé au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 contre 3 141 au trimestre précédent, soit une baisse de 46,6%.

## Créations d'emplois du secteur privé

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 7 209 emplois ont été créés par le secteur privé, majoritairement dans le secteur des Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale, avec 1 281 agents, soit 17,8 % des recrutements. Au trimestre précédent ces emplois s'élevaient à 8 683 indiquant ainsi une baisse de 16,9%.**

Les autres domaines d'activité où l'économie est particulièrement dynamique telle que les activités extractives ; de commerce ; de service de soutien et

de bureau entre autres ont également effectuée moins de recrutement ce trimestre comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, avec un recul total de 559 postes. En outre certaines branches comme les Activités Artistiques, Sportives et Récréatives et les Activités Immobilières et la production et Distribution D'électricité et de Gaz affichent, une très faible représentation, cumulant au total moins de 1% des emplois créés, soit en tout seulement 58 postes au 3<sup>e</sup> trimestre 2024.

**Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités**

Branche d'activité	Effectif	%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	111	1,5
Activités Extractives	786	10,9
Activités de Fabrication	341	4,7
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	15	0,2
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	54	0,7
Construction	112	1,6
Commerce	743	10,3
Transports et Entreposage	58	0,8
Hébergement et Restauration	112	1,6
Information et Communication	155	2,2
Activités Financières et d'Assurance	258	3,6
Activités Immobilières	9	0,1
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	141	2,0
Activités de Services de Soutien et de Bureau	861	11,9
Activités d'Administration Publique	242	3,4
Enseignement	523	7,3
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 281	17,8
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	34	0,5
Autres Activités de Services N.C.A.	871	12,1
Activités Spéciales des Ménages	34	0,5
Activités des Organisations Extraterritoriales	468	6,5
<b>Ensemble</b>	<b>7 209</b>	<b>100</b>

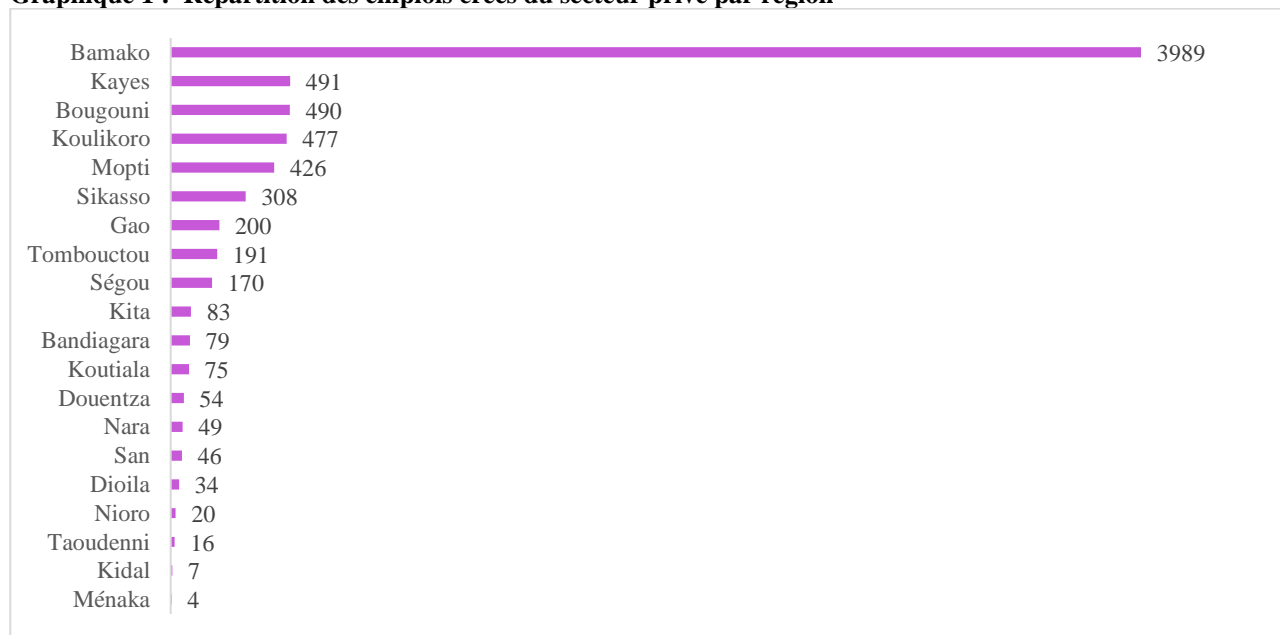
Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Bamako, enregistre 3 989 nouveaux agents, représentant environ 55,3 % de l'ensemble. La concentration d'emplois dans la capitale peut être attribuée à une plus grande densité d'activités économiques, d'infrastructures et d'opportunités d'emploi, ce qui attire la main-d'œuvre. Ces emplois sont en baisse néanmoins par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre où ils étaient de 4 698.

Les disparités régionales sont encore plus prononcées à Ménaka, Kidal et Taoudenni qui présentent des chiffres très faibles, respectivement 4, 7 et 16 agents. Les régions

comme Kayes (491 agents), Gao (490 agents), Koulikoro (477 agents) et Mopti (426 agents) sont en baisses par rapport au trimestre précédent qui avait vu enregistré pour ces mêmes régions respectivement 1 195 ; 515 ; 437 emplois.

Des initiatives visant à encourager l'entrepreneuriat local et à développer des secteurs spécifiques devrait être renforcer pour rééquilibrer la répartition des emplois et à réduire les disparités économiques entre les régions.

**Graphique 1 : Répartition des emplois créés du secteur privé par région**

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

**Les hommes occupent plus de trois quart (79,5%) des emplois créés au 3<sup>e</sup> trimestre, soit 5 734 emplois. En outre, 60,9% des contrats étaient à durée déterminée (CDD). Les principaux bénéficiaires étaient les jeunes de 25 à 35 ans au nombre de 3 650, soit 50,6% des emplois ; et les titulaires de Licence/Master 1 au nombre de 2 436, soit 33,8% des emplois créés.**

La prédominance des CDD peut refléter une tendance vers une flexibilité accrue dans le

marché de l'emploi, où les employeurs peuvent privilégier des engagements temporaires.

En ce qui concerne la répartition par sexe, Bien que la majorité des deux sexes soit engagée sous CDD, les hommes semblent plus susceptibles d'être recrutés dans ce type de contrat 61,7 % contre 58,1% des femmes. En revanche, pour les CDI, 41,8 % des femmes ont été engagées, tandis que seulement 38,3 % des hommes sont en CDI.

**Tableau 2 : Répartition des agents recrutés par sexe selon le type de contrat**

Type de contrat	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
CDI	2 198	38,3	617	41,8	2 815	39,1
CDD	3 536	61,7	857	58,1	4 393	60,9
ND	-	0,0	1	0,1	1	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>5 734</b>	<b>79,5</b>	<b>1 475</b>	<b>20,5</b>	<b>7 209</b>	<b>100</b>

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre, on note une baisse des diplômés de 7 634 à 5 962. La majorité des emplois est occupée par des diplômés, avec des distinctions notables entre les sexes. Les femmes représentent 1 475 agents, tandis que les hommes en comptent 5 734. La répartition par niveau d'éducation montre que les femmes sont particulièrement présentes dans les catégories de diplôme les plus élevés,

notamment dans les Licences/Master1, où elles constituent 43,4 % des effectifs. Les femmes semblent donc mieux représentées dans les niveaux d'éducation plus avancés, même si elles restent sous-représentées dans l'ensemble du marché de l'emploi. Cette répartition souligne l'importance de l'éducation pour l'accès à l'emploi, mais révèle également des inégalités significatives entre les sexes.

Tableau 3: Répartition des emplois créés par sexe selon le type de diplôme

Niveau du diplôme	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Aucun Diplôme	511	8,9	59	4	570	7,9
DEF	1 075	18,7	209	14,2	1 284	17,8
CAP	286	5	65	4,4	351	4,9
BT	756	13,2	219	14,8	975	13,5
BAC	8	0,1	3	0,2	11	0,2
BTS/DEUG	408	7,1	178	12,1	586	8,1
Licence/Master1	1 796	31,3	640	43,4	2 436	33,8
Master2	161	2,8	46	3,1	207	2,9
Doctorat	83	1,4	29	2	112	1,6
ND	650	11,3	27	1,8	677	9,4
<b>Ensemble</b>	<b>5 734</b>	<b>79,5</b>	<b>1 475</b>	<b>20,5</b>	<b>7 209</b>	<b>100</b>

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Sur un total de 7 209 agents, 7 025 sont des Maliens, représentant 97,4 % des recrutements. Les autres nationalités sont très peu représentées. Par exemple, seulement 15 proviennent d'Europe, et seulement 5 d'Asie.

Les ressortissants de la zone UEMOA arrivent à 64 postes occupés. Cette analyse met en lumière le besoin de politiques favorisant l'inclusion et la diversité dans le marché de l'emploi.

Tableau 4: Répartition des emplois créés par sexe selon la nationalité.

Nationalité	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Mali	5 555	96,9	1 470	99,7	7 025	97,4
Reste de l'Afrique	56	1,0	1	0,1	57	0,8
Zone UEMOA	63	1,1	1	0,1	64	0,9
Europe	12	0,2	3	0,2	15	0,2
Amérique	5	0,1	-	0,0	5	0,1
Asie	33	0,6	-	0,0	33	0,5
Océanie	10	0,2	-	0,0	10	0,1
<b>Total</b>	<b>5 734</b>	<b>79,5</b>	<b>1 475</b>	<b>20,5</b>	<b>7 209</b>	<b>100,0</b>

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Le tableau 5 montre que les hommes dominent dans presque toutes les tranches d'âge. La tranche d'âge des jeunes de 15 à 24 ans enregistre le plus faible pourcentage d'emplois créés soient 7,8%, en hausse légère par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre où il était à 6,1%. En outre, seulement 8,3 % des femmes et 13,7 % des hommes appartiennent à la tranche d'âge de 45 ans plus.

La forte concentration de jeunes adultes, en particulier dans la tranche 25-35 ans (50,6% des emplois), suggère une opportunité de capitaliser sur des talents dynamiques et formés. Des programmes de mentorat et de formation continue pourrait aider l'inclusion par âge et enrichir la progression professionnelle.

Tableau 5: Répartition des bénéficiaires par sexe et par groupe d'âge

Groupe d'âge	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
15-24 ans	448	7,8	111	7,5	559	7,8
25-35 ans	2 830	49,4	820	55,6	3 650	50,6
36-44 ans	1 501	26,2	389	26,4	1 890	26,2
45 ans et plus	783	13,7	122	8,3	905	12,6
ND	172	3,0	33	2,2	205	2,8
<b>Total</b>	<b>5 734</b>	<b>79,5</b>	<b>1 475</b>	<b>20,5</b>	<b>7 209</b>	<b>100,0</b>

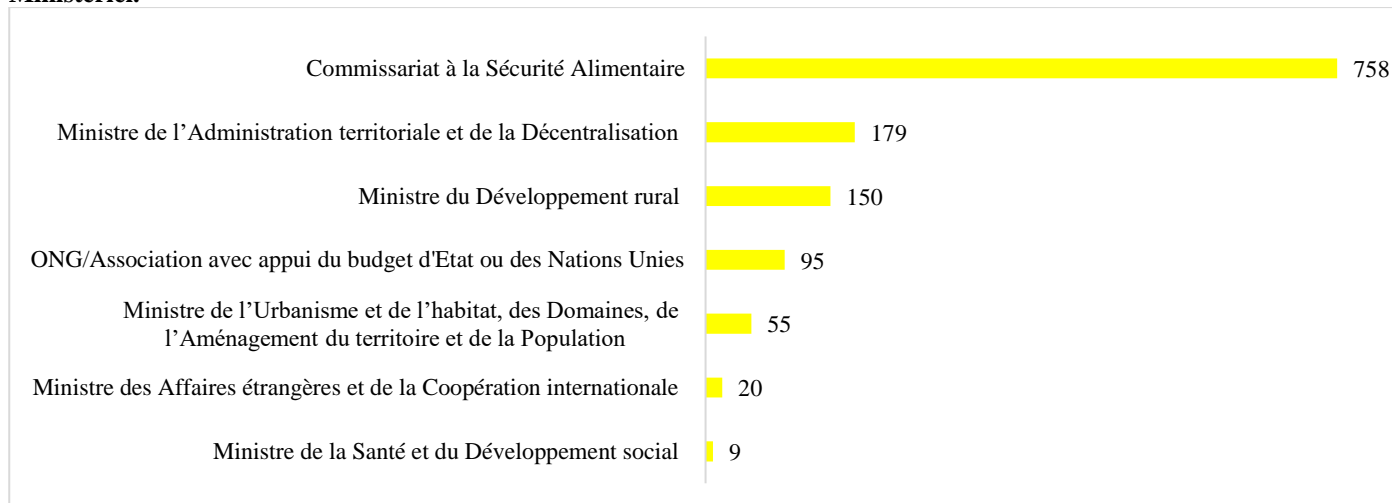
Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

## Créations d'emplois du secteur public<sup>1</sup>

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 7 911 emplois furent créés par le secteur public dont 1 266 emplois créés par les projets et programmes d'investissement et 6 645 auto-emplois issus des projets et programmes d'insertion.**

Sur les emplois créés par les projets et programmes d'investissements, la majorité des emplois, soit 758 ont été créés par le commissariat à la sécurité alimentaire.

**Graphique 2 : Répartition des emplois générés par les Projets/programmes d'investissement par Département Ministériel.**

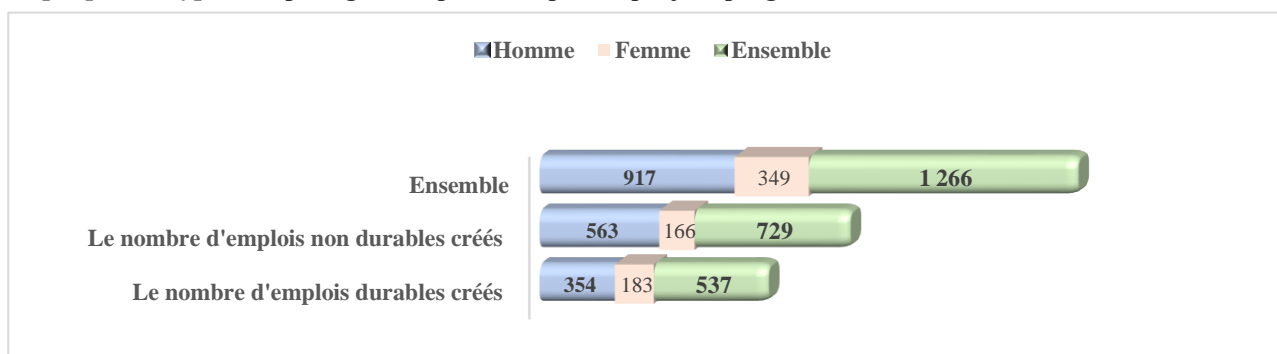


Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 3<sup>e</sup> trimestre 2023

En outre, on relève que 537 emplois sont durables contre 729 non durables. Quel que soit le type d'emplois, les hommes sont plus

nombreux que les femmes, soient 917 contre 349.

**Graphique 3 : Type d'emplois générés par sexes par les projets, programmes d'investissement au 2<sup>e</sup> trimestre.**



**Au total, 6 645 auto emplois ont été générés au 3<sup>e</sup> trimestre, dont 2 517 hommes (37,9 %) et 4 128 femmes (62,1%). Ceci est cependant une baisse par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre où les autos emplois s'élevaient à 8 707.**

Les départements qui ont créé le plus d'emplois sont le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, celui de l'Éducation nationale et le Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, soit respectivement 3 320 ; 964 et 849 agents. Ces chiffres

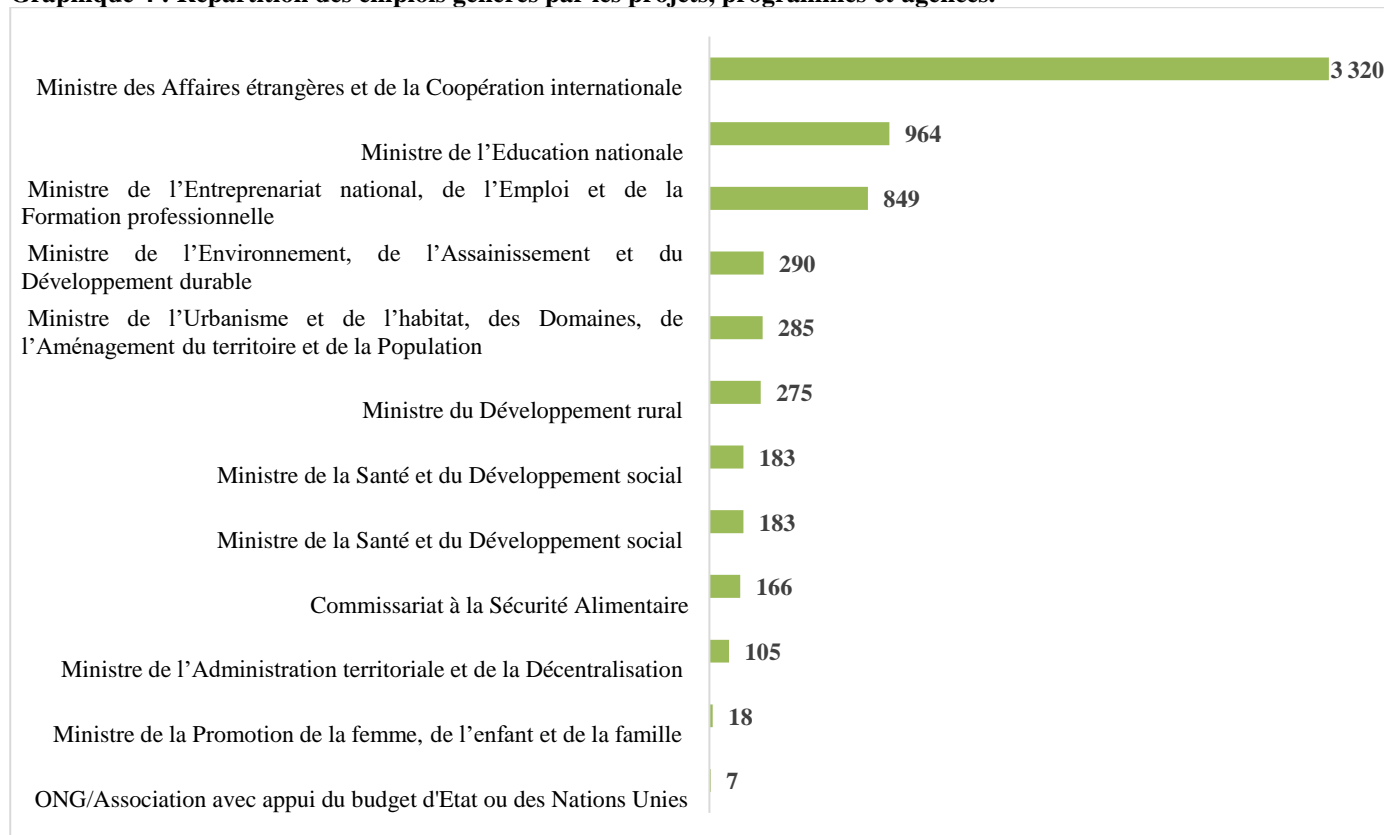
<sup>1</sup> Les emplois du secteur public peuvent être des emplois permanents ; des emplois générés par les projets et programmes d'investissement ou être des auto-emplois de projets et programmes d'insertion grâce à un financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée des emplois générés par les projets et programmes d'investissement est généralement liée à celle des projets.

témoignent aussi de l'implication directe du ministère de l'Entreprenariat national et de

l'emploi dans des programmes de soutien à l'auto-emploi et la formation.

6

**Graphique 4 : Répartition des emplois générés par les projets, programmes et agences.**

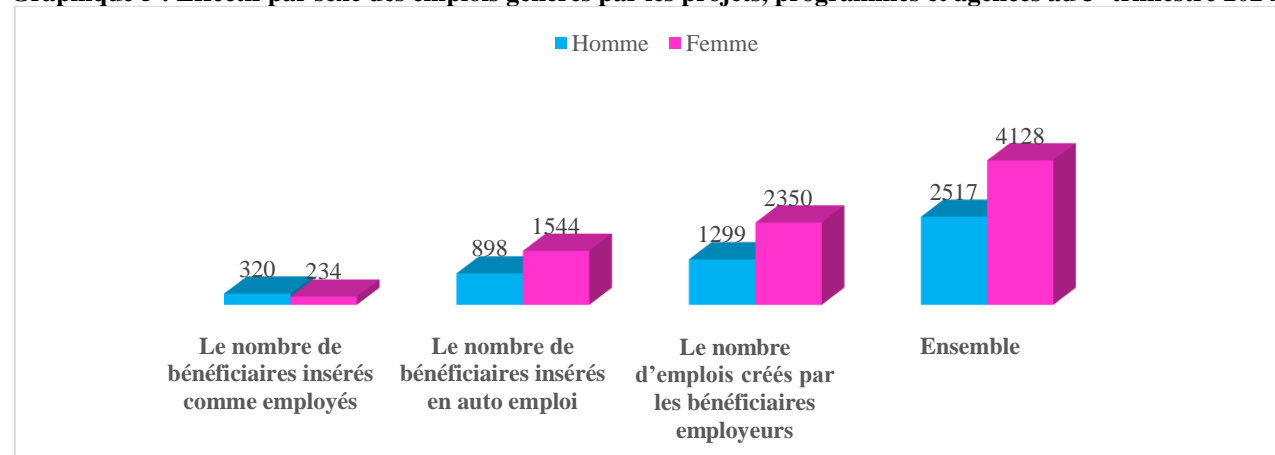


Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

En outre, 2 517 bénéficiaires de l'insertion professionnelle et de l'auto-emploi sont des hommes et 4 128 des femmes, dont 1 544 engagées dans l'auto-emploi, témoignant d'un engagement significatif pour créer leur propre activité et aller vers entrepreneuriale. Par

contre, les hommes sont plus nombreux parmi les bénéficiaires insérés comme employés, soit 320 contre 234 femmes.

**Graphique 5 : Effectif par sexe des emplois générés par les projets, programmes et agences au 3<sup>e</sup> trimestre 2024.**



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 3<sup>e</sup> trimestre 2024

## Pertes d'emplois

Entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre 2024, on a constaté une baisse de 10,20% de demande d'avis ou d'autorisation de licenciement. Les avis de licenciement ont concerné 475 travailleurs au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 contre 529 au 2<sup>e</sup> trimestre de la même année.

Le motif économique et les fautes professionnelles étaient les principales causes

évoquées avec respectivement 124 et 116 cas. Ces cas étaient respectivement de 193 et 130 au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Les localités ayant faites plus de demande d'avis ou d'autorisation de licenciement sont Bamako (186, soit 39,1%), Kayes (138, soit 29,05%) et Koulikoro (43, soit 9,05%). Les cas de fautes lourdes ou vol ont été enregistrés à Bamako (46), Ségou (8), Koulikoro (3), Gao (2), Kayes (1) et Dioïla (1).

**Tableau 6 : Répartition des pertes d'emplois selon le motif de juin à septembre 2024**

Région	Rupture conventionnelle	Fautes professionnelles/ Mauvaise manière de servir/ Manque de confiance/	Abandon/Démision	Motif économique	Départ à la retraite	Fautes lourdes/ Vol	Inaptitude physique/Décès	Total
Kayes	71	39	10	15	1	1	1	138
Koulikoro	1	4	3	32	0	3	0	43
Sikasso	2	14	3	11	0	0	0	30
Ségou	0	1	2	8	0	8	0	19
Mopti	0	2	0	6	0	0	0	8
Tombouctou	0	1	0	1	0	0	0	2
Gao	0	1	2	11	0	2	0	16
Kidal	1	0	0	0	0	0	0	1
Taoudenni	0	0	0	0	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	3	0	0	0	3
Bougouni	0	3	0	1	0	0	0	4
Koutiala	0	5	0	2	0	0	0	7
San	1	9	4	1	0	0	0	15
Nioro	0	0	0	0	0	0	0	0
Kita	0	0	0	0	0	0	0	0
Dioïla	0	0	0	1	0	1	0	2
Nara	0	0	0	1	0	0	0	1
Douentza	0	0	0	0	0	0	0	0
Bamako	5	37	67	31	0	46	0	186
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>116</b>	<b>91</b>	<b>124</b>	<b>1</b>	<b>61</b>	<b>1</b>	<b>475</b>

Source : Direction Nationale du Travail, Rapports d'activités du 2<sup>ème</sup> Trimestre 2024 et du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

## Evolution des créations et des pertes d'emplois

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, il a été enregistré 15 120 nouvelles créations d'emplois et 475 pertes d'emplois, soit une création nette d'emplois de 14 645. Sur les nouvelles créations d'emplois, 49,2% ont été réalisées par le secteur privé et 54,5% par le secteur public.

Comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, le 3<sup>e</sup> trimestre est marqué par une baisse de 20,2% du nombre d'emplois net créés attribuable

notamment à une diminution du nombre d'emplois générés par les secteurs privés et publics ; ainsi que celle des projets programmes d'investissements et insertions. Au même moment il a été enregistré une diminution de 10,2% des pertes d'emplois, (passant de 529 au 2<sup>e</sup> trimestre à 475 au 3<sup>e</sup> trimestre). Ainsi, la création nette d'emplois est passée de 18 363 à 14 645 entre les deux trimestres.



Tableau 7 : Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2023 au 30 Septembre 2024

Type d'emplois	2023	T1	2024	
			T2	T3
Emplois créés par le secteur privé	32 247	8 599	8 683	7 209
Emplois créés par le secteur public	21 445	8 516	10 209	7 911
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	466	0	0	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	5 077	316	1502	1 266
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	15 902	8 200	8707	6 645
<b>Total emplois créés</b>	<b>53 692</b>	<b>17 115</b>	<b>18 892</b>	<b>15 120</b>
<b>Pertes d'emplois</b>	<b>4 159</b>	<b>930</b>	<b>529</b>	<b>475</b>
<b>Total création nette d'emplois</b>	<b>49 533</b>	<b>16 185</b>	<b>18 363</b>	<b>14 645</b>

Source : Bulletins trimestriels, ONEF 2021-2024\*

## Offres et demandes d'emploi<sup>2</sup>

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 689 demandes d'emplois contre 284 offres d'emplois ont été enregistrées au total tandis que 298 placements sont effectués.**

En termes de représentativité, c'est le District de Bamako qui arrive en tête avec 42,5% de demandes d'emplois, suivie de Sikasso

(14,9%), Ménaka (8,7%) et Ségou (8,6%). Sur l'ensemble des demandes d'emplois enregistrées, les femmes représentaient un peu plus d'un tiers (35,4%). Elles sont minoritaires dans toutes les régions, exception faite de Kidal où, les femmes représentent 76,7% des demandeurs d'emploi de la région.

Tableau 8 : Répartition des demandes d'emplois enregistrées par région selon le sexe

Régions	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	29	69,0	13	31,0	42	6,1
Koulikoro	0		0		0	0,0
Sikasso	80	77,7	23	22,3	103	14,9
Ségou	38	64,4	21	35,6	59	8,6
Mopti	0		0		0	0,0
Tombouctou	16	53,3	14	46,7	30	4,4
Gao	41	78,8	11	21,2	52	7,5
Kidal	10	23,3	33	76,7	43	6,2
Taoudenni	5	71,4	2	28,6	7	1,0
Ménaka	39	65,0	21	35,0	60	8,7
Bamako	187	63,8	106	36,2	293	42,5
<b>Total</b>	<b>445</b>	<b>64,6</b>	<b>244</b>	<b>35,4</b>	<b>689</b>	<b>100,0</b>

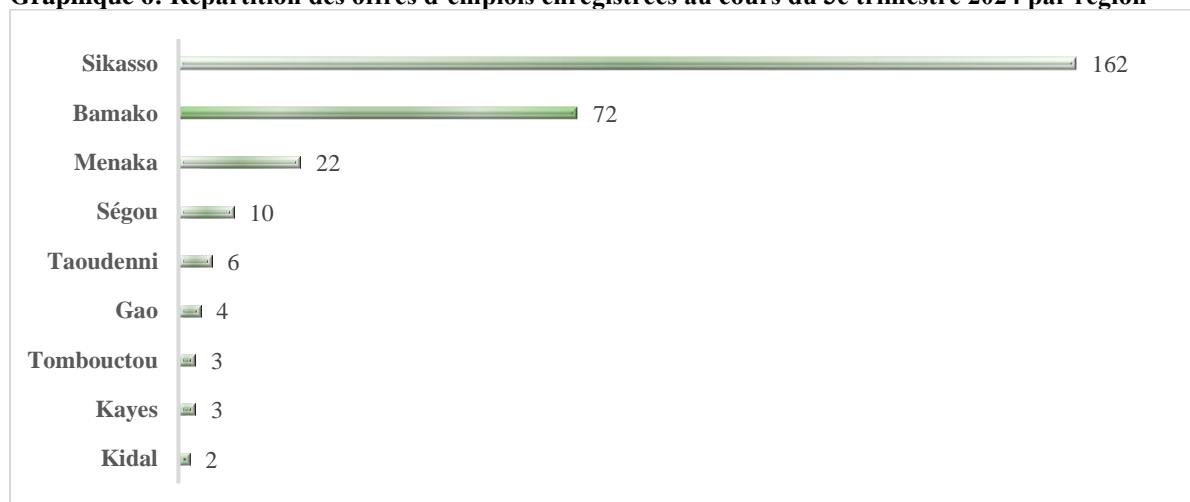
Source : DPS/ANPE

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2024, le nombre d'offres d'emplois a connu une baisse remarquable de 33,01%, passant de 424 offres d'emplois au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 à 284 offres au troisième trimestre de la même année. Le District de Bamako a

connu une baisse de 47,4% dans les offres d'emplois. Plus de la moitié des offres (57,04%) ont été enregistrées à Sikasso et un peu plus du quart (25,35%) dans le district de Bamako.

<sup>2</sup> Les offres et les demandes d'emplois sont collectées principalement par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)/ Des bureaux de placement publics et privés font également des intermédiations en termes de demande, d'offres et de placements.



**Graphique 6: Répartition des offres d'emplois enregistrées au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 par région**

Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 84,9% des placements effectués concernaient les hommes contre 15,1% de femmes. La région de Sikasso vient en tête des placements effectués avec 55,7% des placements, suivie de loin par la région de

Tombouctou et le District de Bamako avec respectivement 24,2% et 14,1%.

A Gao, et Kidal, aucune femme n'a été placée, tandis qu'à Ménaka, les 5 personnes placées sont des femmes.

**Tableau 9 : Placements effectués au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 par région selon le sexe**

Région	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Sikasso	144	86,7	22	13,3	166	55,7
Ségou	4	80,0	1	20,0	5	1,7
Tombouctou	56	77,8	16	22,2	72	24,2
Gao	5	100,0	0	0,0	5	1,7
Kidal	3	100,0	0	0,0	3	1,0
Ménaka	0	0,0	5	100,0	5	1,7
Bamako	41	97,6	1	2,4	42	14,1
Total	253	84,9	45	15,1	298	100

Source : DPS/ANPE

## Dialogue social

**Globalement, au cours du troisième trimestre 2024 (tableau 9), il a été enregistré 672 litiges individuels<sup>3</sup> sur lesquels 168, soit 25%, réglés en conciliation et 445 transmis au tribunal.**

La région de Kayes et le District de Bamako ont enregistré le plus grand nombre de litiges individuels. Ainsi, il a été enregistré 343 litiges

individuels à Kayes, sur lesquels, 0 ont été réglés en conciliation et 338 sont transmis au tribunal du travail. Quant au District de Bamako, 201 litiges ont été soumis, 84 réglés en conciliation et 77 sont transmis au tribunal. Les deux localités représentent un peu plus de neuf dixième (81%) des litiges soumis. Les autres régions se répartissent 9% des litiges soumis

<sup>3</sup> Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de

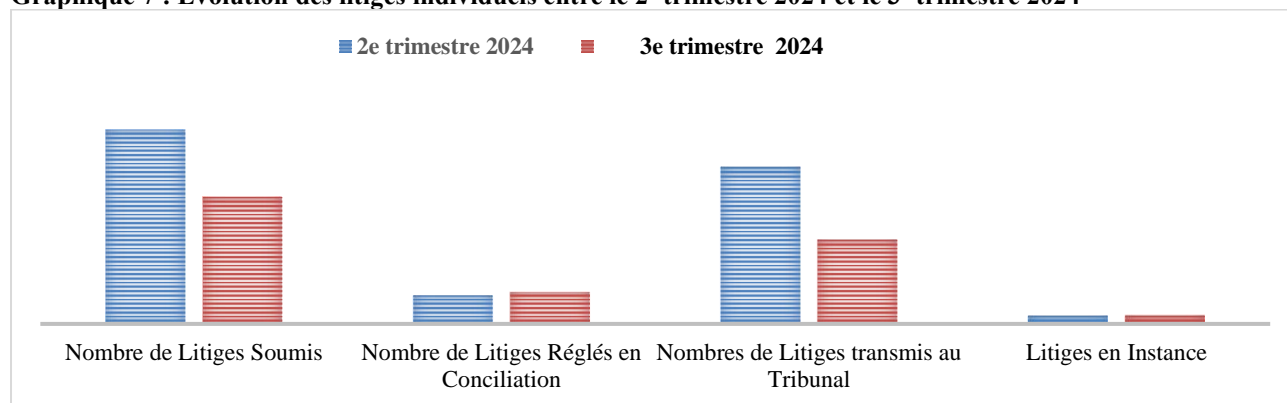
salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire

**Tableau 10 : Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région**

Régions	Nombre de litiges soumis	Nombres de litiges réglés en conciliation	Nombres de litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	343	0	338	5
Koulikoro	21	16	5	2
Sikasso	10	5	5	0
Ségou	12	3	3	6
Mopti	45	41	4	0
Tombouctou	0	0	0	0
Gao	2	1	0	1
Kidal	0	0	0	0
Taoudenni	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	0
Bougouni	9	9	0	0
Koutiala	8	0	6	0
San	12	8	3	1
Nioro	0	0	0	0
Kita	8	0	4	4
Dioïla	1	1	0	0
Nara	0	0	0	1
Douentza	0	0	0	0
Bamako	201	84	77	25
<b>Total</b>	<b>672</b>	<b>168</b>	<b>445</b>	<b>45</b>

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 3<sup>ème</sup> Trimestre 2024

Le nombre de litiges individuels<sup>4</sup> soumis a connu une baisse de 34,6% entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre 2024, passant de 1 028 à 672. La baisse est encore plus accentuée pour les litiges transmis au tribunal, soit 832 au 2<sup>e</sup> trimestre contre 445 au 3<sup>e</sup> trimestre 2024.

**Graphique 7 : Evolution des litiges individuels entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2024**

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 et du 3<sup>ème</sup> Trimestre 2024

## Indice harmonisé des prix à la consommation

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, l'indice harmonisé a connu une hausse de 4,7% par rapport au trimestre précédent. On constate une

baisse continue du taux d'inflation<sup>5</sup> d'octobre 2023 à Mai 2024, ensuite une hausse de juin à Septembre 2024, restant

<sup>4</sup> Les litiges individuels concernent surtout des réclamations de salaires ou accessoires de salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire.

<sup>5</sup> Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA.

## ainsi toujours inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA.

Cette hausse du niveau de l'indice trimestriel est due en grande partie à toutes les fonctions à l'exception de (Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer soit une baisse de 0,1% et de la fonction Loisirs et Culture soit une baisse de 1,3%). Ainsi les fonctions ayant connu une plus grande hausse sont :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (7,2%) ;
- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (4,0%).

Quant à la variation en glissement, les plus fortes croissances ont été observées au niveau des fonctions :

- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (15,4%)
- Santé (13,3%).

**Tableau 11 : Variation trimestrielle du taux d'inflation**

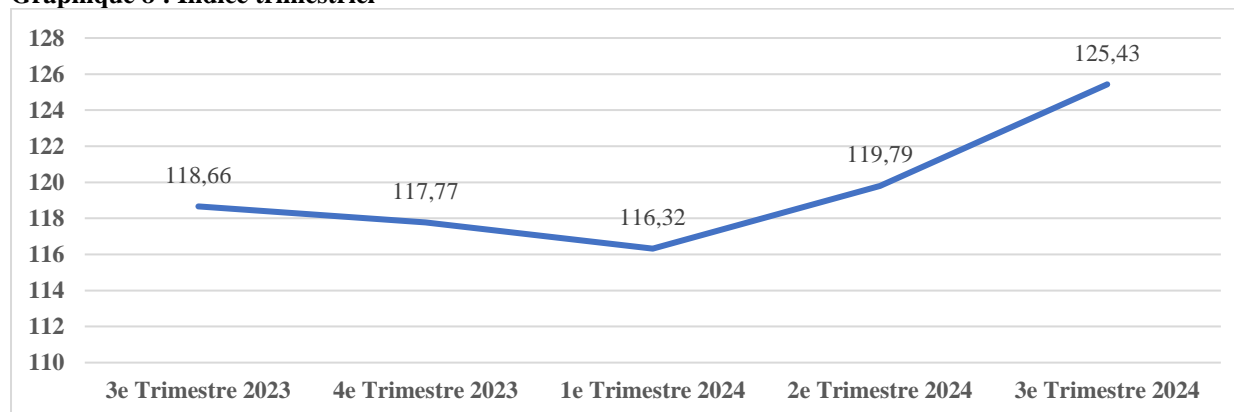
Tableau 11 : Variation trimestrielle du taux d'inflation						Variation trimestrielle en glissement annuel
	Pondération	3e trimestre 2023	2e trimestre 2024	3e trimestre 2024	Variation trimestrielle	
<b>Indice global</b>	10 000	118,7	119,8	125,4	4,7	5,7
1 Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 847	126,4	126,54	135,7	7,2	0,1
2 Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	78	113,1	130,47	132,4	1,5	15,4
3 Articles d'habillement et chaussures	557	112,4	114,94	114,9	0	2,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	110,6	111,46	115,9	4	0,8
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant	362	116,1	117,26	117,2	-0,1	1
6 Santé	307	121,4	137,52	139,8	1,7	13,3
7 Transport	879	112	110,95	111,8	0,7	-0,9
8 Communication	487	78,5	79,29	79,7	0,5	1,1
9 Loisirs et cultures	151	139,4	139,63	137,8	-1,3	0,1
10 Enseignement	65	122,8	122,41	124,2	1,4	-0,4
11 Restaurants et hôtels	60	108,3	114,46	115,3	0,7	5,7
12 Biens et services divers	256	127	130,43	131	0,4	2,7

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le graphique 7, révèle qu'au troisième 2023, l'indice a connu une baisse jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, passant de 118,66% au 3<sup>e</sup> trimestre 2023 à 116,32% au 1<sup>er</sup> trimestre

2024. Il a ensuite augmenté progressivement pour atteindre 119,79 au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. L'indice le plus élevé est celui observé au troisième trimestre 2024 avec 125,43.

Graphique 8 : Indice trimestriel

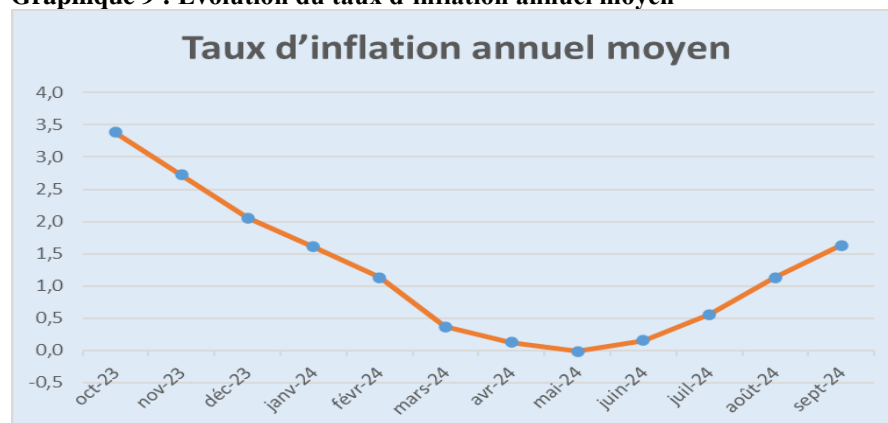


Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une baisse durant l'année 2023. Cependant depuis octobre 2023 l'indice a baissé progressivement ainsi elle est passée de 3,4% à 0,0% en mai 2024 ; mais à partir de

juin, l'indice augmente progressivement et s'étend à 1,6% au mois de septembre 2024. Elle est actuellement inférieure à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi au Mali l'inflation est stable.

Graphique 9 : Évolution du taux d'inflation annuel moyen



Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

## Nouvelles créations d'entreprises

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, le nombre d'entreprises créées a baissé comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre de la même année allant de 3 141 à 1 675 entreprises créées au 3<sup>e</sup> trimestre de la même année, soit une baisse de 46,6%.**

La quasi-totalité des branches d'activités ont vu une baisse de création d'entreprise. Ces

résultats peuvent être expliqués par la persistance de la crise énergétique, le découragement des investisseurs à s'engager davantage pour soutenir des branches d'activités telles que le commerce et les prestations de services. Ces secteurs ont enregistré à eux seuls un écart total de 1 334 entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre.

**Tableau 12 : Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2024**

<b>Branche d'activités</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre 2024</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre 2024</b>
Activités connexes à l'intermédiation financière	0	0
Activités de loisirs, culturelles et sportives	3	0
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	19	13
Activités extractives, minière	9	0
Activités immobilières	24	12
Assainissement, Ramassage d'ordures	15	3
Assistance sociale et santé	9	0
Autres activités commerciales	633	139
Commerce, Commerce général	1 492	971
Communication	3	3
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	68	38
Education, Formation, Recherche	15	4
Enseignement	7	2
Gardiennage, sécurité	8	2
Hôtels et restaurants	10	10
Prestations de services	786	467
Recherche et Exploitation Minière	15	3
Santé et action sociale	7	5
Transports terrestres ; transports par pipelines	18	3
<b>Total</b>	<b>3 141</b>	<b>1 675</b>

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API Mali 2024.

## Sigles et Abréviations

ANPE	Agence national pour l'emploi
API	Agence pour la promotion des investissements au Mali
BIT	Bureau international du travail
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
DNT	Direction nationale du travail
DRT	Direction régionale du travail
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
IHPC	Indices Harmonisé des prix à la consommation
INSTAT	Institut national de la Statistique
OIT	Organisation internationale du travail
ONEF	Observatoire national de l'emploi et de la formation
PIB	Produit intérieur brut
SIMT	Système d'Information sur le Marché du Travail

## Directeur de publication

M. Boubacar DIALLO  
(DG, ONEF-Mali)

## Directrice de rédaction

Mme. Aoua Saran DEMBELE  
(DGA, ONEF-Mali)

## Équipe de rédaction

M. Ousmane DIALLO  
M. Adama TOGO  
Mme. Kadia BAGAYOKO

## Lecture

M. Cheikh Fanta MADY

## Remerciements

- Direction nationale de l'emploi
- Agence national pour l'emploi
- Direction nationale du travail
- Institut national de la statistique
- Directions régionales de l'emploi et la formation
- Agence pour la promotion des investissements
- Cellules de planification et de statistique
- Directions de ressources humaines de la défense et sécurité.

Ce bulletin est produit par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation | sis Baco-Djicoroni-ACI à côté du Lycée Soundiata KEITA.

Bamako (Mali) | Tel : +223 20 28 61 09. Email : [contact@onef.ml](mailto:contact@onef.ml). Site : [www.onef.ml](http://www.onef.ml).